



**LYCÉE
FRANÇAIS
SAINT LOUIS**
STOCKHOLM

PROCÈS-VERBAL

Conseil d'administration : 2025-Ad Hoc

Date : 2025-12-03

Lieu : Teams

Numéro d'immatriculation : 902004-1852

Liste de présence

Membres titulaires présents :

- Guillaume Lefebvre, Président, membre coopté
- Eva Höglund, Vice-présidente, membre coopté
- Erik de Rouville, membre coopté
- Stéphanie Cozon, membre élu des personnels
- Anne Ruchaud, membre élu des personnels
- Olivier Cureau, membre élu des personnels
- Marion Grönberg, membre élu des parents d'élèves

Absents et excusés :

- Jérôme Chappert, Trésorier, membre élu des parents d'élèves
- Hervé Brice, membre élu des parents d'élèves

Personnalités membres de droit avec voix consultative :

- Denis Ravaille, Proviseur et Chef d'Établissement AEFÉ
- Katarina Koto, Proviseure Förskola et Skolchef Förskola et Fritidshem
- Sophie Maysonnave, Conseillère de coopération et d'action culturelle à l'Ambassade de France

Absent et excusé :

- Olivier Priou, Consul de France

Personnalités invitées avec voix consultative :

- Fabrice Palhies, Directeur de l'Élémentaire
- Txomin Diaz, DAF
- Mona-Marleen Antonson, DRH

Personnalité invitée :

- Jens Karlsson, EY

Rédaction du protocole :

Sophie Pier Federici, Chargée de communication

MG
MG

AR
AR

GL
GL

1. Ouverture de séance

Le Président, M. Guillaume Lefebvre, ouvre la séance à 18h. Tous les membres, ainsi que la personnalité invitée, M. Jens Karlsson (EY), donnent leur accord pour que la réunion soit enregistrée., l'enregistrement est strictement dédié à la rédaction du procès-verbal.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est établi.

3. Élection de scrutateurs

Le CA désigne Mesdames Anne Ruchaud et Marion Grönberg scrutatrices.

4. Présentation d'EY

L'auditeur, M. Jens Karlsson, a présenté les éléments clés de l'audit, notamment l'évaluation des risques, les domaines d'attention de l'audit et une évaluation globale de l'environnement de contrôle interne. Il a également souligné plusieurs questions comptables et d'audit mineures identifiées au cours de la revue.

L'auditeur a indiqué que l'audit était presque achevé. Les procédures restantes concernent principalement la revue des événements postérieurs à la clôture, incluant la collecte du compte de résultat et du bilan à la date de clôture. Il a également précisé que les procès-verbaux des réunions récentes du conseil, y compris celle-ci, sont obtenus dans le cadre des éléments probants de l'audit. Par ailleurs, une lettre de représentation sera demandée peu avant la signature du rapport d'audit.

L'auditeur a indiqué qu'aucun écart significatif n'a été identifié pouvant affecter l'opinion d'audit. Il a ajouté que, en l'absence de nouveaux problèmes, l'auditeur s'attend à émettre un rapport d'audit non modifié.

Il a ensuite rappelé les principaux domaines d'attention de l'audit, qui restent cohérents avec les années précédentes :

- La reconnaissance des revenus, identifiée comme une question clé d'audit ;
- Les charges de personnel, représentant une part significative des coûts de l'entreprise ;
- Le processus de clôture des états financiers, incluant la préparation et le reporting ;
- Le processus achat-à-paiement, avec attention portée sur le contrôle de la gestion et les contrôles administratifs.

L'auditeur a poursuivi sa présentation en soulignant que la diapositive actuelle montrait des résultats exceptionnellement positifs. Il a commenté qu'il est rare de voir un rapport d'audit avec tous les



indicateurs en vert, car il y a généralement au moins quelques points d'amélioration. Il a insisté sur le fait que ces résultats reflètent la qualité du travail réalisé par l'équipe de direction.

Il a ensuite résumé quelques questions comptables et d'audit mineures :

- Amortissement des améliorations locatives :
- Il a souligné que les améliorations locatives sont actuellement amorties sur 20 ans, alors que le nouveau contrat de location a une durée contractuelle de 15 ans. Par conséquent, si le bail n'est pas renouvelé et que l'entreprise décide de libérer les locaux à la fin du contrat, il pourrait exister un risque de solde non amorti, pouvant générer une charge unique. Cette question a été signalée pour examen par la direction.
- Litige en cours lié aux coûts de rénovation :

L'auditeur a rappelé le litige discuté l'année précédente, concernant la rénovation et la reconstruction de l'Annexe, qui s'est révélée beaucoup plus coûteuse que prévu initialement. Selon les informations disponibles, aucun développement nouveau n'a eu lieu concernant les remboursements, garanties ou autres règlements.

Il a demandé au Conseil de confirmer qu'aucun changement n'est attendu avant la signature du rapport annuel. En réponse, le DAF a confirmé qu'aucun paiement n'a été reçu à ce jour concernant ce litige en cours. Le Président a ajouté que la fondation avait effectivement déposé plusieurs réclamations formelles, avec un rappel supplémentaire prévu avant la clôture de l'exercice. Il a également expliqué que la fondation tente de résoudre le litige par la médiation ou l'arbitrage avant de recourir à une action judiciaire. Il a confirmé que la situation reste inchangée et que la divulgation de cette question dans les annexes aux états financiers est appropriée. Il a réitéré que la fondation entend poursuivre la réclamation, mais qu'aucun paiement n'a été reçu à ce jour.

L'auditeur a conclu en notant qu'aucun paiement n'a été reçu et qu'aucun engagement ou promesse supplémentaire n'a été fait par le cocontractant. Il a confirmé que la question continuerait d'être suivie et fera l'objet d'un suivi lors de l'audit de l'exercice 2025-2026 et des exercices suivants si nécessaire.

Il a poursuivi avec plusieurs commentaires prospectifs. Il a souligné que, si le gouvernement modifie le modèle de financement des écoles, toute décision future pourrait avoir un impact sur les revenus de l'école. Les indications initiales suggèrent qu'un modèle révisé pourrait allouer davantage de ressources aux écoles publiques et potentiellement moins aux écoles indépendantes, bien qu'aucune décision formelle n'ait encore été prise. Cette question sera donc suivie de près.

Il a ensuite évoqué la tendance du nombre d'élèves, notant que l'école avait connu un déclin au cours des années précédentes, suivi d'une légère augmentation cette année. Il a reconnu que la direction s'emploie activement à suivre cette question. À ce stade, l'auditeur n'avait aucun commentaire supplémentaire.



L'auditeur a présenté le résumé des écarts d'audit, soulignant qu'aucun écart n'a été identifié, ce qu'il a décrit comme un résultat positif. Il a également fourni une mise à jour sur les évolutions récentes de la réglementation comptable suédoise, selon la Loi sur les comptes annuels, concernant notamment :

- Les exigences de reporting et de présentation des capitaux propres.
- Étant donné que l'école prépare déjà ses états financiers conformément aux règles K3, ces changements n'affectent pas la présentation actuelle de l'école.
- Une nouvelle exigence concerne l'inclusion d'une date supplémentaire sur la dernière page du rapport annuel : la date à laquelle le Conseil approuve formellement le rapport annuel pour signature, correspondant à la date de la réunion en cours. Chaque membre du Conseil devra également indiquer une date de signature distincte à côté de son nom.

Il a conclu sa présentation en confirmant que l'audit se traduit par un rapport propre (non modifié).

Le Président a remercié M. Karlsson pour sa présentation et a invité les membres du Conseil à poser des questions ou faire des commentaires. Aucune question spécifique n'a été soulevée.

Le Président a précisé que, bien qu'il n'ait aucune question, il souhaitait faire plusieurs commentaires pour appuyer les remarques de l'auditeur. Il a d'abord confirmé qu'aucun problème n'était attendu concernant la signature de la lettre de représentation, qui sera dûment complétée et retournée comme requis. Il a poursuivi en soulignant que le Conseil se réunit régulièrement et a exprimé sa confiance dans le fait que, à sa connaissance, aucune information défavorable ou évolution négative n'est à signaler. Il a ajouté qu'il évalue systématiquement le contrôle interne à dix sur dix, exprimant sa forte appréciation pour son efficacité. Fort de son expérience d'ancien auditeur interne, il a déclaré que la haute qualité des contrôles mérite des félicitations.

Le Président a ensuite souligné qu'il était extrêmement impressionné par l'absence d'écarts d'audit à la suite de la revue comptable. Il a noté que cela fournit aux membres du Conseil une assurance que la comptabilité est claire et précise. Il a également indiqué que cela lui donne confiance pour signer la lettre de représentation, confirmant le soutien et l'approbation du Conseil.

Il a profité de l'occasion pour féliciter l'équipe de direction devant le Conseil et a précisé que, pour lui, cela concluait ses remarques.

Il a conclu en soulignant que, de son point de vue, l'audit est réalisé dans de bonnes conditions, ce qui reflète la qualité globale de la gestion et de l'organisation. Il a remercié l'auditeur et ajouté qu'il espérait les revoir l'année prochaine.

Le DAF a remercié l'auditeur et a exprimé sa gratitude envers son équipe, soulignant que les résultats positifs de l'audit reflètent leurs efforts.



5. Points de décision

a) Approbation des comptes annuels 2024-25

Le Président propose ensuite de procéder à un vote afin d'approuver le rapport annuel.

VOTE : Les membres présents du Conseil ont approuvé à l'unanimité le rapport annuel 2024-2025.

b) Validation de la politique de parrainage

Le Président donne la parole au Proviseur. Ce dernier a expliqué que le texte à être voté est le même que celui soumis lors de la dernière réunion du Conseil d'Administration. La seule modification par rapport au document mis à disposition à la mi-novembre concerne la précision du montant en deçà duquel l'acceptation du parrainage peut être effectué par le Proviseur et au-delà duquel c'est au conseil de se prononcer. L'objectif de la validation de cette politique par le conseil est de disposer d'un support formel permettant aux équipes de communiquer clairement à ce sujet.

Dans l'hypothèse où aucun parrainage immédiat n'est prévu, ce cadre servirait néanmoins de référence. L'année dernière, certaines discussions avaient eu lieu, et s'il devait y avoir des opportunités de parrainage, il serait utile de disposer d'un cadre déjà validé, afin d'avancer de manière structurée et sereine.

Il a précisé n'avoir reçu aucun retour indiquant des questions sur le fond ou la forme du document présenté. Par conséquent, si le Conseil est d'accord, il propose que le texte soit validé formellement, ce qui laisserait le temps nécessaire pour s'en appuyer avant la fin de l'année.

Le Président demande si la présentation suscitait des commentaires ou des questions. Mme Marion Grönberg a indiqué avoir reçu un retour de la part de Messieurs Jérôme Chappert et Hervé Brice, qui estimaient que la limite de 100 000 couronnes pour l'approbation sans passage en Conseil était un peu élevée. Elle a toutefois conclu que la proposition restait acceptable. Le Proviseur a répondu qu'il se satisferait de toute limite fixée par le Conseil, l'important étant qu'elle soit explicite. Cela permettrait de convenir collectivement de ce qui peut être géré au quotidien et de ce qui doit être soumis au Conseil.

Le DAF s'est interrogé sur le cadre de la limite, demandant s'il s'agissait d'une limite par année scolaire ou d'un autre type de référence. Le Proviseur a répondu que, tel que formulé, chaque accord de parrainage doit être approuvé par le Proviseur. En cas de doute sur son bien-fondé ou si le montant dépasse 100 000 couronnes, l'accord doit être soumis au Conseil d'Administration de la Fondation. Il a précisé que la limite s'applique donc à chaque accord, soit en termes de montant, soit en cas de question de la direction sur le bien-fondé du parrainage par rapport aux valeurs énoncées dans la politique proposée, qui reprend à la fois :

- Les valeurs de la Fondation,
- Le cadre légal suédois,



- Le cadre légal français.

Le Président a indiqué qu'il n'avait pas d'opinion tranchée, mais qu'il serait peut-être favorable à réduire la limite sans surcharger le Conseil d'Administration avec trop de dossiers. Il a ensuite interrogé Mme Marion Grönberg pour savoir si une limite de 50 000 couronnes lui semblait appropriée. Elle a indiqué être d'accord.

Le Proviseur a expliqué qu'un parent ne peut pas, réglementairement, effectuer une donation individuelle qui couvrirait, par exemple, le voyage de toute une cohorte, même s'il le souhaitait. En revanche, une entreprise peut réaliser un parrainage, mais la différence est que la donation ne comporte pas de contrepartie, alors que le parrainage doit toujours inclure une contrepartie.

Le Proviseur a poursuivi en précisant que la contrepartie du parrainage peut se limiter à la mention du parrain dans la communication autour du projet, et n'a pas besoin d'être quelque chose de massif. Il a ajouté que l'intérêt de la politique est de définir clairement quels types de contreparties sont envisageables ou non, la politique restant très restrictive à cet égard.

Il a ensuite expliqué que, dans le cas du parrainage, il n'existe pas de limitation liée à un enfant ou à un coût spécifique. C'est le parrain qui décide du montant qu'il alloue.

Le Président a indiqué que la proposition lui convenait. Il a ajouté qu'il était d'accord avec les montants proposés, que ce soit 100 000 ou 50 000 couronnes.

Il a toutefois souligné que, pour lui, le véritable enjeu concernant les fonds reçus n'est pas le montant, mais la licéité et la réputation de l'entreprise donatrice. Il a précisé qu'il ne souhaiterait pas que l'établissement reçoive de l'argent de sources qui pourraient être perçues comme douteuses ou dont l'objectif serait de se légitimer par la donation.

Enfin, il a rappelé que, pour des raisons de transparence et de sécurité, l'argent ne peut pas être reçu en liquide, mais qu'aucune autre difficulté n'était à signaler concernant les fonds.

Le Proviseur a ajouté que c'est pour cette raison qu'il lui semble nécessaire de disposer d'une politique claire. Il a rappelé que, selon les principes généraux de la politique, le parrainage doit être en adéquation avec la mission éducative et les principes éthiques de la Fondation, tels que définis dans ses statuts, sa vision et sa mission.

Il a précisé que, plus particulièrement, l'objet du partenariat doit être conforme à l'intérêt général et ne pas concerner des secteurs économiques ou sociaux inadaptés dans un environnement éducatif. Il a cité, à titre d'exemple non exhaustif, les secteurs suivants : alcool, tabac, boissons, alimentation, armement ou paris. Concernant les processus financiers, il a précisé que la politique ne mentionne pas encore ces aspects, mais qu'ils pourraient être ajoutés si le Conseil le juge nécessaire. En revanche, il est déjà indiqué que les contrats de parrainage sont conclus par écrit et que toute relation de parrainage doit être rendue publique et communiquée aux parties prenantes concernées. Il a insisté sur le fait qu'aucun parrainage ne peut se faire de manière informelle ou avec un versement manuel, et que tous les parrainages sont systématiquement formalisés par contrat écrit.

Le Président a ensuite proposé de procéder au vote pour valider la politique de parrainage telle



qu'elle est rédigée, y compris sa mise en œuvre, la forme, ainsi que le montant d'alerte ou d'information du Conseil, fixé à 50 000 couronnes.

VOTE : La politique de parrainage est approuvée à l'unanimité des membres présents.

6. Autres questions

a) Carte des emplois de l'AEFE

Concernant la carte des emplois du personnel détaché, le Proviseur a rappelé aux membres qu'il existe deux postes susceptibles de devenir vacants. À ce stade, des démarches de recrutement potentiel sont en cours, mais il n'est pas encore certain que les postes soient effectivement vacants.

Pour l'une des deux situations, l'enseignante qui avait fait une demande de prolongation exceptionnel de son détachement l'a vu être refusée. Elle avait ensuite introduit un recours contre ce refus. La réponse à ce recours vient d'être communiquée et est négative, ce qui rend le poste effectivement vacant.

Le Proviseur a indiqué qu'une discussion avec l'AEFE sur le devenir de ce poste a été engagée et que la discussion n'est pas encore terminée. Étant donné qu'il s'agit d'une discipline où il n'existe qu'un seul poste de détaché, le Proviseur souhaite maintenir ce poste disponible et faciliter, autant que possible, le recrutement par l'AEFE pour la rentrée prochaine, en reconnaissant que ce processus n'est pas toujours simple.

Le Président a demandé au Proviseur de tenir le Conseil informé dès qu'une réponse de l'AEFE sera reçue, quelle qu'elle soit, en espérant qu'elle soit positive. Il a ajouté que ce suivi est important, même si la réponse peut prendre plusieurs jours, car il s'agit d'un poste unique et stratégique au sein de l'établissement.

Le Proviseur a confirmé qu'il tiendrait le Conseil informé. Il a précisé qu'une discussion doit se formaliser avec l'AEFE, via un document incluant un avis officiel. Il a ajouté qu'il sera nécessaire d'informer à la fois le Conseil d'Administration et le Conseil d'Établissement une fois que l'AEFE aura pris sa décision.

Le Président a ensuite informé les membres qu'il souhaite partager une mise à jour concernant la représentation du lycée auprès de l'AEFE. Sous le contrôle du Proviseur, le Président a indiqué que ce dernier se représente pour représenter les personnels de direction des établissements en gestion directe et conventionnés au Conseil des Affaires Administratives et Financières de l'Institut Régional de Formation de la ZENOS. Le Président a également pris la décision de se représenter en tant que représentant des organismes de gestion des établissements conventionnés dans les mêmes instances ce qui nécessite d'avoir deux suppléants. Il a obtenu l'accord d'un suppléant en Finlande et d'une suppléante en Norvège. Il a précisé qu'il est peu probable qu'une autre liste se présente, mais que le lycée sera ainsi toujours représenté.



Cette représentation vise à soutenir les instances de l'AEFE et à montrer l'implication du Lycée Français de Stockholm. Le Président a ajouté que cela contribue également à une bonne gestion financière et à des discussions de conseil nourries. Enfin, il a indiqué que les élections auraient lieu les 9 ou 10 décembre.

Le Proviseur a pris la parole pour préciser que, sans que le Président le sache encore, le Lycée de Stockholm devrait également être représenté sur le collège des DAF des établissements conventionnés puisque Monsieur Diaz a également été sollicité à ce sujet.

7. Clôture de la réunion

Avant de clôturer la réunion, le Conseil constate que la visite d'homologation au début décembre s'est globalement bien déroulée. Toutefois, certains entretiens n'ont pas encore eu lieu et seront réalisés à distance. Le rapport est attendu pour l'été 2026.

Le Président remercie tous les membres, leur souhaite une belle fin d'année et clôt la réunion.



PROTOKOLL

Styrelse: 2025-Ad Hoc

Datum: 2025-12-03

Plats: Teams

Organisationsnummer: 902004-1852

Närvarolista

Närvarande ordinarie ledamöter:

- Guillaume Lefebvre, ordförande, ledamot vald av styrelsen
- Eva Höglund, vice ordförande, ledamot vald av styrelsen
- Erik de Rouville, ledamot vald av styrelsen
- Stéphanie Cozon, vald av personalen
- Anne Ruchaud, vald av personalen
- Olivier Cureau, vald av personalen
- Marion Grönberg, ledamot vald av elevföräldrarna

Frånvarande och ursäktade:

- Jérôme Chappert, kassör, ledamot vald av elevföräldrarna
- Hervé Brice, ledamot vald av elevföräldrarna

Personer med rådgivande funktion:

- Denis Ravaille, Rektor och Skolchef AEFE
- Katarina Koto, Rektor för förskola och Skolchef för förskola och fritidshem
- Sophie Maysonnave, Kultur- och Vetenskapsråd vid Frankrikes ambassad

Frånvarande och ursäktad:

- Olivier Priou, Fransk Konsul

Inbjudna personer med rådgivande funktion:

- Fabrice Palhies, Låg- och mellanstadiechef
- Txomin Diaz, Ekonomichef
- Mona-Marleen Antonson, HR-chef

Inbjuden personlighet:

- Jens Karlsson, EY

Protokollförare:

Sophie Pier Federici, Kommunikationsansvarig



8. Öppnande av mötet

Ordföranden, Guillaume Lefebvre, öppnar mötet kl. 18.00. Alla medlemmar, samt Jens Karlsson (EY), samtycker till att mötet spelas in. Inspelningen är endast avsedd för protokollföring.

9. Antagande av dagordningen

Dagordningen fastställs.

10. Val av justerare

Styrelsen utser Anne Ruchaud och Marion Grönberg till justerare.

11. Presentation EY

Revisorn, Jens Karlsson, presenterade de viktigaste delarna av revisionen, särskilt riskbedömningen, revisionsområdena och en övergripande bedömning av den interna kontrollmiljön. Han lyfte också fram flera mindre redovisnings- och revisionsfrågor som identifierats under granskningen.

Revisorn uppgav att revisionen var nästan avslutad. De återstående förfarandena avser främst granskningen av händelser efter balansdagen, inklusive insamling av resultaträkningen och balansräkningen per balansdagen. Han preciserade också att protokollen från de senaste styrelsemötena, inklusive detta, erhålls som en del av revisionsbevisningen. Dessutom kommer en försäkran att begäras strax före undertecknandet av revisionsberättelsen.

Revisorn uppgav att inga väsentliga avvikelser som kan påverka revisionsuttalandet har identifierats. Han tillade att revisorn, om inga nya problem uppstår, förväntar sig att kunna avge en revisionsberättelse utan anmärkningar.

Han påminde sedan om de viktigaste områdena för revisionen, som är desamma som tidigare år:

- Intäktsredovisning, som identifierats som en viktig revisionsfråga.
- Personalkostnader, som utgör en betydande del av företagets kostnader.
- Processen för att stänga bokslutet, inklusive upprättande och rapportering.
- Inköps- och betalningsprocessen, med fokus på ledningskontroll och administrativa kontroller.

Revisorn fortsatte sin presentation med att betona att den aktuella bilden visade exceptionellt positiva resultat. Han kommenterade att det är sällsynt att se en revisionsrapport där alla indikatorer är gröna, eftersom det vanligtvis finns åtminstone några förbättringspunkter. Han betonade att dessa resultat återspeglar kvaliteten på det arbete som ledningsgruppen har utfört.

Han sammanfattade sedan några mindre redovisnings- och revisionsfrågor:



- Avskrivning av hyresförbättringar:
- Han påpekade att hyresförbättringar för närvarande skrivs av över 20 år, medan det nya hyresavtalet har en avtalsperiod på 15 år. Om hyresavtalet inte förnyas och skolan beslutar att lämna lokalerna vid avtalets slut kan det därför finnas en risk för ett icke avskrivet saldo, vilket kan generera en engångskostnad. Denna fråga har rapporterats för granskning av ledningen.
- Pågående tvist om renoveringskostnader:

Revisorn påminde om den tvist som diskuterades föregående år, rörande renovering och ombyggnad av annexet, som visade sig bli mycket dyrare än vad som ursprungligen beräknats. Enligt tillgänglig information har det inte skett några nya utvecklingar avseende återbetalningar, garantier eller andra regleringar.

Han bad styrelsen bekräfta att inga förändringar förväntas före undertecknandet av årsrapporten. Som svar bekräftade Ekonomichefen att inga betalningar hittills har mottagits avseende denna pågående tvist. Ordföranden tillade att stiftelsen faktiskt hade lämnat in flera formella krav, med en ytterligare påminnelse planerad före räkenskapsårets slut.

Han förklarade också att stiftelsen försöker lösa tvisten genom medling eller skiljedom innan den vidtar rättsliga åtgärder. Han bekräftade att situationen är oförändrad och att det är lämpligt att redovisa denna fråga i bilagorna till årsredovisningen. Han upprepade att stiftelsen avser att fullfölja kravet, men att ingen betalning hittills har mottagits.

Revisorn avslutade med att konstatera att ingen betalning har erhållits och att ingen ytterligare åtagande eller löfte har gjorts av motparten. Han bekräftade att frågan kommer att fortsätta att följas upp vid revisionen för räkenskapsåret 2025–2026 och efterföljande räkenskapsår om det behövs.

Han fortsatte med flera framåtblickande kommentarer. Han betonade att om regeringen ändrar finansieringsmodellen för skolor kan alla framtida beslut påverka skolans intäkter. De första indikationerna tyder på att en reviderad modell kan tilldela mer resurser till offentliga skolor och eventuellt mindre till friskolor, även om inget formellt beslut ännu har fattats. Frågan kommer därför att följas noga.

Han tog sedan upp trenden för elevantalet och noterade att skolan hade upplevt en nedgång under de föregående åren, följt av en liten ökning i år. Han erkände att ledningen aktivt arbetar med att följa upp denna fråga. I detta skede hade revisorn inga ytterligare kommentarer.

Revisorn presenterade sammanfattningen av revisionsavvikelserna och betonade att inga avvikelser hade identifierats, vilket han beskrev som ett positivt resultat. Han gav också en uppdatering om de senaste förändringarna i den svenska redovisningslagstiftningen, enligt årsredovisningslagen, särskilt när det gäller

- Krav på rapportering och presentation av eget kapital.



- Eftersom skolan redan upprättar sin årsredovisning i enlighet med K3-reglerna påverkar dessa förändringar inte skolans nuvarande presentation.
- Ett nytt krav gäller att ett ytterligare datum ska anges på årsredovisningens sista sida: det datum då styrelsen formellt godkänner årsredovisningen för undertecknande, vilket motsvarar datumet för det aktuella mötet. Varje styrelseledamot ska också ange ett separat underteckningsdatum bredvid sitt namn.

Han avslutade sin presentation med att bekräfta att revisionen resulterat i en ren (oförändrad) rapport.

Ordföranden tackade Jens Karlsson för hans presentation och uppmanade styrelseledamöterna att ställa frågor eller lämna kommentarer. Inga specifika frågor togs upp.

Ordföranden förtydligade att han, även om han inte hade några frågor, ville göra flera kommentarer för att stödja revisorns anmärkningar. Han bekräftade först att inga problem förväntades med undertecknandet av representationsbrevet, som kommer att fyllas i och returneras enligt kraven. Han fortsatte med att betona att styrelsen sammanträder regelbundet och uttryckte sin tillförsikt att det, såvitt han kände till, inte fanns någon negativ information eller utveckling att rapportera. Han tillade att han systematiskt ger den interna kontrollen betyget tio av tio och uttryckte sin stora uppskattning för dess effektivitet. Med sin erfarenhet som tidigare internrevisor förklarade han att den höga kvaliteten på kontrollerna förtjänar beröm.

Ordföranden betonade sedan att han var mycket imponerad av att det inte fanns några revisionsavvikelse efter granskningen av räkenskaperna. Han noterade att detta ger styrelseledamöterna en försäkran om att räkenskaperna är tydliga och korrekta. Han angav också att detta ger honom förtroende att underteckna representationsbrevet, vilket bekräftar styrelsens stöd och godkännande.

Han avslutade sina kommentarer med att passa på att gratulera ledningsgruppen inför styrelsen, samt att betona att han ansåg att revisionen genomförts under goda förhållanden, vilket återspeglar den övergripande kvaliteten på ledningen och organisationen. Han tackade revisorn och tillade att han hoppades att få träffa honom igen nästa år.

Ekonomichefen tackade revisorn och uttryckte sin tacksamhet gentemot sitt team och betonade att de positiva resultaten av revisionen återspeglar deras insatser.



12. Beslutspunkter

c) Godkännande av årsredovisningen 2024–25

Ordföranden föreslog därefter att man skulle gå till omröstning för att godkänna årsredovisningen.

OMRÖSTNING: De närvarande styrelsemedlemmarna godkände enhälligt årsrapporten för 2024–25.

d) Godkännande av sponsringspolicyn

Ordföranden ger sedan ordet till Rektorn. Denne förklarar att den text som ska röstas om är densamma som den som lades fram vid senaste styrelsemötet. Den enda ändringen jämfört med det dokument som lades fram i mitten av november gäller preciseringen av det belopp under vilket Rektorn kan godkänna sponsringen och över vilket det är styrelsen som fattar beslut. Syftet med styrelsens godkännande av denna policy är att skapa ett formellt underlag som gör det möjligt för teamen att kommunicera tydligt i denna fråga.

Även om ingen omedelbar sponsring är planerad skulle denna ram ändå fungera som referens. Förra året fördes vissa diskussioner, och om det skulle uppstå möjligheter till sponsring skulle det vara användbart att ha en redan godkänd ram för att kunna gå vidare på ett strukturerat och lugnt sätt.

Han preciserade att han inte hade fått någon återkoppling med frågor om innehållet eller formen i det presenterade dokumentet. Om styrelsen godkänner det föreslår han därför att texten godkänns formellt, vilket skulle ge den tid som behövs för att använda den före årets slut.

Ordföranden frågade om det fanns några kommentarer eller frågor till presentationen. Marion Grönberg uppgav att hon hade fått synpunkter från Jérôme Chappert och Hervé Brice, som ansåg att gränsen på 100 000 kronor för godkännande utan behandling i styrelsen var något för hög. Hon drog dock slutsatsen att förslaget var acceptabelt.

Rektorn svarade att han skulle nöja sig med vilken gräns som helst som styrelsen fastställde, så länge den var tydlig. Detta skulle göra det möjligt att gemensamt komma överens om vad som kan hanteras dagligen och vad som måste läggas fram för styrelsen.

Ekonomichefen undrade om det rörde sig om en gräns per läsår eller någon annan typ av referens. Rektorn svarade att varje sponsringsavtal, enligt formuleringen, måste godkännas av Rektorn. Om det råder tvivel om dess berättigande eller om beloppet överstiger 100 000 kronor, måste avtalet läggas fram för stiftelsens styrelse. Han preciserade att gränsen därför gäller varje avtal, antingen i termer av belopp eller om ledningen ifrågasätter sponsringens berättigande i förhållande till de värderingar som anges i den föreslagna policyn, som omfattar både:

- Stiftelsens värderingar,
- Den svenska lagstiftningen,
- Den franska rättsliga ramen.



Ordföranden angav att han inte hade någon bestämd åsikt, men att han kanske skulle vara positiv till att sänka gränsen utan att överbelasta styrelsen med för många ärenden. Han frågade sedan Marion Grönberg om hon ansåg att en gräns på 50 000 kronor var lämplig. Hon svarade att hon höll med. Rektorn förklarade att en förälder enligt reglerna inte kan göra en enskild donation som täcker till exempel en hel årskulls resa, även om hen skulle vilja det. Däremot kan ett företag sponsra, skillnaden är att donationen inte innebär någon motprestation, medan sponsring alltid måste inkludera en motprestation.

Rektorn fortsatte med att förtydliga att motprestationen för sponsringen kan begränsas till att sponsorn nämns i kommunikationen kring projektet och inte behöver vara något omfattande. Han tillade att syftet med policyn är att tydligt definiera vilka typer av motprestationer som är möjliga och vilka som inte är det, eftersom policyn är mycket restriktiv i detta avseende.

Han förklarade sedan att det i fallet med sponsring inte finns någon begränsning kopplad till ett specifikt barn eller en specifik kostnad. Det är sponsorn som bestämmer vilket belopp han eller hon vill avsätta.

Ordföranden angav att han godkände förslaget. Han tillade att han instämde i de föreslagna beloppen, vare sig det var 100 000 eller 50 000 kronor.

Han betonade dock att det för honom inte är beloppet som är det viktiga när det gäller de mottagna medlen, utan lagligheten och anseendet hos det donerande företaget. Han preciserade att han inte skulle vilja att institutionen tog emot pengar från källor som kunde uppfattas som tvivelaktiga eller vars syfte var att legitimera sig genom donationen.

Slutligen påminde han om att pengarna av transparens- och säkerhetsskäl inte kan tas emot i kontanter, men att det inte fanns några andra problem att rapportera när det gäller medlen. Rektorn tillade att det av denna anledning förefaller nödvändigt att ha en tydlig policy. Han påminde om att sponsring enligt de allmänna principerna för policyn måste vara förenlig med stiftelsens utbildningsuppdrag och etiska principer, såsom de definieras i dess stadgar, vision och uppdrag. Han preciserade att syftet med partnerskapet i synnerhet måste vara förenligt med allmänintresset och inte beröra ekonomiska eller sociala sektorer som är olämpliga i en utbildningsmiljö. Han nämnde följande sektorer som exempel, utan att göra anspråk på fullständighet: alkohol, tobak, drycker, livsmedel, vapen eller vadslagning. När det gäller de finansiella processerna preciserade han att policyn ännu inte nämner dessa aspekter, men att de kan läggas till om styrelsen anser det nödvändigt. Däremot anges redan att sponsringsavtal ska ingås skriftligen och att alla sponsringsrelationer ska offentliggöras och meddelas berörda intressenter. Han betonade att ingen sponsring får ske informellt eller med manuella betalningar, och att all sponsring systematiskt formaliseras genom skriftliga avtal.

Ordföranden föreslog därefter att man skulle gå till omröstning för att godkänna sponsringspolicyn såsom den är formulerad i, inklusive dess genomförande, form och beloppet för information till styrelsen, som fastställts till 50 000 kronor.



OMRÖSTNING: Sponsringspolicyn godkänns enhälligt av de närvarande ledamöterna.

13. Övriga frågor

b) AEFE: s tjänstekarta

När det gäller kartan över utstationerade tjänster påminde Rektorn medlemmarna om att det finns två tjänster som kan bli lediga. I nuläget pågår potentiella rekryteringsåtgärder, men det är ännu inte säkert att tjänsterna faktiskt kommer att bli lediga.

I det ena fallet har den lärare som ansökt om en exceptionell förlängning av sin utstationering fått avslag på sin ansökan. Hon överklagade sedan avslaget. Svaret på överklagandet har just meddelats och är negativt, vilket innebär att tjänsten slutligen blir ledig.

Rektorn har uppgett att en diskussion med AEFE om framtiden för denna tjänst har inletts och att diskussionen ännu inte är avslutad. Eftersom det rör sig om ett ämne där det endast finns en utstationerad tjänst, vill rektorn behålla denna tjänst tillgänglig och underlätta AEFE: s rekrytering inför nästa läsår så mycket som möjligt, samtidigt som han är medveten om att denna process inte alltid är enkel.

Ordföranden bad rektorn att hålla styrelsen informeras så snart ett svar från AEFE inkommit, oavsett vilket svar det blir, i förhoppning om att det blir positivt. Han tillade att denna uppföljning är viktig, även om svaret kan dröja flera dagar, eftersom det rör sig om en unik och strategisk tjänst inom skolan.

Rektorn bekräftade att han skulle hålla styrelsen informerad. Han preciserade att en diskussion måste formaliseras med AEFE, via ett dokument som innehåller ett officiellt yttrande. Han tillade att det kommer att vara nödvändigt att informera både styrelsen och skolrådet när AEFE har fattat sitt beslut.

Ordföranden informerade sedan medlemmarna om att han önskar dela med sig av en uppdatering om skolans representation hos AEFE. Under Rektorns överinseende uppgav Ordföranden att Rektorn återigen kommer att representera ledningspersonalen vid direktstyrda och avtalsbundna skolor i rådet för administrativa och finansiella frågor vid Institut Régional de Formation de la ZENOS. Ordföranden har också beslutat att ställa upp som representant för de konventionsbundna skolornas förvaltningsorgan i samma instans, vilket kräver två suppleanter. Han har fått godkännande från en suppleant i Finland och en suppleant i Norge. Han preciserade att det är osannolikt att någon annan lista kommer att läggas fram, men att LFSL därmed alltid kommer att vara representerat.

Syftet med denna representation är att stödja AEFE: s instanser och visa Lycée Français de Stockholms engagemang. Ordföranden tillade att detta också bidrar till en god ekonomisk förvaltning och givande diskussioner i styrelsen. Slutligen uppgav han att valet skulle äga rum den 9 eller 10 december.



Rektorn tog till orda för att precisera att, utan att Ordföranden ännu kände till det, skulle LFSL också skulle representeras i kollegiet för Ekonomicheferna vid de konventionerade skolorna, eftersom Txomin Diaz också hade tillfrågats om detta.

14. Avslutning av mötet

Innan mötet avslutas konstaterar styrelsen att besöket för godkännande (homologation) i början av december över lag har gått bra. Vissa samtal har dock ännu inte ägt rum och kommer att genomföras på distans. Rapporten väntas vara klar sommaren 2026.

Ordföranden tackar alla medlemmar, önskar dem en trevlig avslutning på året och avslutar mötet.

Stockholm 2026-01-12

Läst och godkänt

Marion Grönberg

[Marion Grönberg \(12 jan. 2026 13:58:06 GMT+1\)](#)

Marion Grönberg, scrutatrice - *justerare*

Anne Ruchaud

[Anne Ruchaud \(12 jan. 2026 14:14:25 GMT+1\)](#)

Anne Ruchaud, scrutatrice - *justerare*

Guillaume LEFEBVRE

[Guillaume LEFEBVRE \(12 jan. 2026 11:17:59 GMT+1\)](#)

Guillaume Lefebvre, Président - *ordförande*



CA 2025-Ad Hoc (251203)_final_FR-SE

Slutgiltig revideringsrapport

2026-01-12


Skapad:	2026-01-12
Av:	Sophie Pier Federici (spierfederici@lfsi.net)
Status:	Signerat
Transaktions-ID:	CBJCHBCAABAADYjKFi93GjsjqtXpuKss4Ue_-WZz8mPX

”CA 2025-Ad Hoc (251203)_final_FR-SE” – historik

-  Dokumentet skapades av Sophie Pier Federici (spierfederici@lfsi.net)
2026-01-12 - 10:03:15 GMT – IP-adress: 185.201.172.176
-  Dokumentet skickades med e-post till guillaume.lefebvre@ca-ifcam.fr för signering
2026-01-12 - 10:08:32 GMT
-  Dokumentet skickades med e-post till mariongronberg@gmail.com för signering
2026-01-12 - 10:08:32 GMT
-  Dokumentet skickades med e-post till Anne Ruchaud (aruchaud@lfsi.net) för signering
2026-01-12 - 10:08:32 GMT
-  E-postmeddelandet har visats av guillaume.lefebvre@ca-ifcam.fr
2026-01-12 - 10:16:54 GMT – IP-adress: 163.116.176.57
-  Signerare guillaume.lefebvre@ca-ifcam.fr angav namnet Guillaume LEFEBVRE vid signering
2026-01-12 - 10:17:57 GMT – IP-adress: 163.116.176.57
-  Dokumentet har e-signerats av Guillaume LEFEBVRE (guillaume.lefebvre@ca-ifcam.fr)
Signaturdatum: 2026-01-12 - 10:17:59 GMT – Tidskälla: server – IP-adress: 163.116.176.57
-  E-postmeddelandet har visats av mariongronberg@gmail.com
2026-01-12 - 12:54:35 GMT – IP-adress: 172.225.68.228
-  E-postmeddelandet har visats av Anne Ruchaud (aruchaud@lfsi.net)
2026-01-12 - 12:57:18 GMT – IP-adress: 185.201.172.176
-  Signerare mariongronberg@gmail.com angav namnet Marion Grönberg vid signering
2026-01-12 - 12:58:04 GMT – IP-adress: 83.185.41.109
-  Dokumentet har e-signerats av Marion Grönberg (mariongronberg@gmail.com)
Signaturdatum: 2026-01-12 - 12:58:06 GMT – Tidskälla: server – IP-adress: 83.185.41.109

 Dokumentet har e-signerats av Anne Ruchaud (aruchaud@ifsl.net)

Signaturdatum: 2026-01-12 - 13:14:25 GMT – Tidskälla: server- IP-adress: 185.201.172.176

 Avtal har slutförts.

2026-01-12 - 13:14:25 GMT